Le retour des exilés iraniens : une expérience inachevée

Morad SAGHAFI

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1450>

DOI : 10.4000/cemoti.1450

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Morad SAGHAFI, « Le retour des exilés iraniens : une expérience inachevée », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 24 | 1997, mis en ligne le 28 février 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1450> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.1450>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Le retour des exilés iraniens : une expérience inachevée

Morad SAGHAFI

- 1 La deuxième semaine du mois d'août 1997, Hachemi Rafsandjani surnommé "Le commandant de la reconstruction" quitte la Présidence de la République pour laisser sa place à Mohammad Khatami, élu le 23 mai avec près de 70% des voix au premier tour. Il faudra encore des années pour tirer un bilan global des huit années de présidence de Hachemi. S'il paraît plutôt positif sur le plan de la reconstruction industrielle et économique du pays, on ne peut en dire autant sur le plan politique. En effet, malgré l'augmentation des dettes du pays et un taux d'inflation de plus de 40% par an en moyenne durant les huit dernières années, il ne fait pas de doute que Rafsandjani et son équipe ont réussi sans trop de dégâts à faire sortir le pays d'une situation d'après-guerre. Sur le plan politique, le résultat est bien différent. Qu'il s'agisse de la politique étrangère - ouverture envers la communauté européenne -, de la politique économique - privatisation, unification des taux de change, élimination de la subvention des produits de base -, ou encore de la politique tout court - libertés civiles et politiques, arrestations arbitraires des personnes, attaques de groupes extrémistes - on ne saurait parler de progrès.
- 2 L'étude des rapports de forces politiques qui ont empêché l'achèvement d'un des premiers projets sociaux du gouvernement Rafsandjani est révélatrice des difficultés que celui-ci a rencontrées pour tous les autres projets sociaux et politiques durant huit années. Il s'agissait de faire revenir au pays les Iraniens immigrés à l'étranger après la révolution : un projet, dont l'idée de base différait fondamentalement de tout ce que l'Etat islamique a mis en chantier durant ses dix premières années.
- 3 Avec la fin de la guerre contre l'Irak, la reconstruction du pays et l'amélioration de sa situation économique sont devenues des priorités sociales et politiques. Selon les chiffres officiels iraniens remis aux Nations Unies, les dégâts de la guerre s'élevaient à 1 000 milliards de dollars américains. Il était donc clair que, sans l'aide extérieure, la reconstruction et la remise en marche de la production auraient exigé des sacrifices difficiles à justifier auprès d'une opinion qui avait supporté huit années de guerre. C'est

pourquoi le gouvernement décidait, d'une part, de se libérer des lourdes charges économiques provenant des subventions aux produits de consommation de base, mais aussi à d'autres produits comme le pétrole, l'essence, le gaz et le gasoil. Et d'autre part, de réduire ses investissements dans l'industrie. Toutefois, il était clair que ces deux projets économiques allaient - au moins à court terme - augmenter l'inflation et aggraver le chômage et que donc le gouvernement devrait les introduire à de très petites doses. Il fallait donc compter sur d'autres ressources afin de pouvoir répondre aux besoins urgents du pays en capitaux. La solution ne pouvait venir que de l'extérieur. C'est pourquoi le gouvernement a lancé deux projets différents : l'invitation des firmes étrangères pour investir en Iran et l'appel aux Iraniens résidant à l'étranger pour qu'ils rapatrient leurs capitaux au pays.

- 4 Les modalités d'invitation des uns et des autres ont toutefois été bien différentes. En ce qui concerne les investisseurs étrangers, le gouvernement a organisé des colloques réunissant des officiels iraniens et des représentants des sociétés étrangères dans les domaines du pétrole, du gaz naturel et des mines (après presque un siècle d'industrialisation, les richesses du sous-sol iranien sont restées le seul moyen d'attirer l'intérêt des investisseurs étrangers !).
- 5 Même si l'appel aux sociétés étrangères a été perçu par les radicaux, majoritaires à ce moment au Parlement, comme une trahison de l'objectif d'indépendance de la révolution et a donné lieu à des débats assez passionnés dans la presse, cette agitation n'était rien comparée aux controverses suscitées par l'invitation faite aux émigrés de revenir au pays.
- 6 Le gouvernement a d'abord invité des hommes d'affaires iraniens résidant pour la plupart aux Etats-Unis à assister à une réunion à New York à laquelle participaient aussi MM. Nourbakhch, Adeli et Kharrazi, respectivement ministre de l'Economie et des Finances, directeur de la Banque centrale et représentant permanent aux Nations Unies. La réunion a eu lieu les 2 et 3 mai 1991.
- 7 L'appel a été très favorablement accueilli. Plus de 600 hommes d'affaires et investisseurs iraniens résidant à l'étranger y ont participé presque tous des anciens entrepreneurs ayant fui l'Iran par suite de la mainmise de l'Etat révolutionnaire sur leurs biens ou encore par peur des procès révolutionnaires, qui menaçaient quiconque pouvait être traité de "capitaliste". La plupart des questions des participants portèrent sur les garanties que le gouvernement de Rafsandsjani pourrait leur donner sur les capitaux qui prendraient le chemin de l'Iran; et surtout sur la vie de ceux qui reviendraient reprendre la direction de leurs entreprises, devenues déficitaires depuis que l'Etat les avait reprises.
- 8 Probablement conscient des inquiétudes qu'une telle réunion pouvait éveiller dans le pays, le gouvernement avait pris soin de ne pas inviter la presse iranienne à cette réunion. Ainsi, pendant une dizaine de jours la "BBC Farsi Service" et le "Voice of America" étaient les seules sources d'informations concernant un sujet considéré pourtant comme vital pour le pays¹. Plus tard, quand le débat sur le sujet prit une dimension nationale, ce manque de communication avec les intéressés à l'intérieur du pays a été un des points évoqués par les radicaux mais aussi par les conservateurs pour critiquer le gouvernement.
- 9 Dans les quelques reportages des radios étrangères reproduits par la presse nationale, l'inquiétude des hommes d'affaires iraniens résidant à l'étranger face aux problèmes politiques de l'Iran et à leurs conséquences directes et indirectes sur les affaires était

manifeste. De ce fait, l'effort des officiels participant à cette réunion portait aussi sur l'apaisement de ces inquiétudes.

- 10 Malgré la présentation des taux moyens des bénéfices réalisés par les entreprises iraniennes de diverses branches, presque aucune question technique n'a été soulevée par les participants : ni sur les branches d'activités les plus en vue en Iran, ni sur le point qui intéresse le plus quiconque veut investir dans un pays étranger : les modalités du retour des bénéfices. Ce qui montrait bien qu'on était en présence d'une logique de "retour au pays" et non "d'investissement à l'étranger". De ce fait le débat s'est surtout engagé autour des garanties d'ordre politique. Le ministre de l'Economie et des Finances a estimé nécessaire de préciser : "Si vous voulez, vous pouvez venir et voir vous-mêmes, nous garantissons votre aller et retour"². Et le directeur de la Banque centrale d'ajouter que "l'interdiction de sortie du pays qui touchait 37 000 personnes ayant des dettes envers les banques a été levée, de telles interdictions ne doivent plus empêcher les gens de retourner en Iran"³.
- 11 La réaction des parlementaires radicaux majoritaires envers ce projet du gouvernement n'était pas une surprise, mais personne n'imaginait l'ampleur que le débat allait prendre, pour devenir un des plus animés de la campagne législative suivante.
- 12 Le journal *Salam*, qui a commencé sa parution régulière juste à cette période et qui se comportait comme porte-parole des radicaux, a ouvert le feu. *Salam* a non seulement publié presque tous les jours un ou même plusieurs petits articles ou lettres de lecteurs à ce sujet, mais y a consacré aussi une série de 14 articles d'"analyse politico-sociologique" du capitalisme et des capitalistes en Iran, articles publiés sous le titre "A propos de l'invitation des capitalistes évadés".
- 13 *Salam* et les lecteurs dont il publiait les lettres estimaient que le retour des entrepreneurs ayant fui le pays après la révolution supposait que leurs entreprises, confisquées au nom du peuple par l'Etat révolutionnaire, leur soient rendues et se demandait donc "pour quelles raisons le gouvernement devrait faciliter le retour d'une minorité de gens... dont le retour équivaut à leur mainmise sur des capitaux appartenant au peuple, afin qu'ils puissent en tirer les bénéfices"⁴. Les personnes opposées au projet estimaient aussi que "le retour de ces gens ne pourra être bénéfique à la République islamique et ne pourra résoudre les problèmes du gouvernement que s'il est conforme aux valeurs et croyances islamiques"⁵. L'Association des Clercs combattants (*Majma Rohaniyoun Mobarez*, la tendance radicale) estimait de son côté que le fait d'inviter les capitalistes évadés à revenir au pays blesserait certainement les "spécialistes, les penseurs et les entrepreneurs qui pendant les dures années de la guerre ont fait battre le coeur du pays"⁶. En d'autres termes, il était impossible pour le gouvernement de satisfaire en même temps le "confiscateur" et le "confisqué", et que donc il était tout à fait logique que le gouvernement "consacre plutôt son énergie à l'intégration des forces et des spécialistes qui, Dieu merci, existent en grande quantité dans le pays"⁷.
- 14 C'est après ces débats que *Salam* a commencé la publication de sa série d'articles essayant de donner une analyse socio-politique du capitalisme et des capitalistes en Iran durant le régime des Pahlavi. Selon *Salam*, les capitalistes qui ont constitué leur fortune durant le règne des Pahlavi sont tellement identifiables avec ce régime qu'il est difficile de considérer l'un sans l'autre : ils auraient donc conservé une haine viscérale envers la République islamique et les forces révolutionnaires et leur coexistence avec

ces dernières était impossible. *Salam* essaie alors d'imaginer ce qui se passera si ceux qui ont fait fortune sous l'ancien régime reviennent au pays pour reprendre leurs activités.

- 15 Dans un premier temps, "ils renoueront contact avec le tissu social établi sous l'ancien régime... qui, il faut l'admettre, est resté en grande partie intact" et ainsi créeront de "nouveaux pôles de pouvoir politique dans le pays". Dans un second temps, forts de cette "base socio-politique" et "disposant du pouvoir de l'argent", ils accapareront le pouvoir législatif; et finalement dans un troisième temps "ils influenceront les membres de l'exécutif" et ainsi "petit à petit arrivera ce que l'imam Khomeiny ne voulait pas, c'est-à-dire que la révolution tombera dans les mains des indignes et des profanes"⁸. Et *Salam* de conclure que la présence des investisseurs étrangers tels que les Japonais, les Coréens et les Allemands en Iran est préférable au retour des émigrés parce que "même si la présence des étrangers n'est pas sans danger" puisqu'elle peut être utilisée comme "canal d'espionnage et d'information au profit des impérialistes", ils sont moins dangereux parce que "plus facilement contrôlables"⁹.
- 16 Dans le but de démontrer les attaches solides qui liaient les investisseurs à la famille royale sous l'ancien régime, *Salam* a publié des chiffres sur les profits que ceux-ci ont pu réaliser du fait de l'utilisation des leviers étatiques et des sociétés financières afin de s'assurer un maximum de gains et une meilleure mainmise sur l'économie du pays¹⁰. Mais, en fait, ces chiffres démontraient aussi que ni les gains colossaux, ni l'accès aux traitements spéciaux n'étaient l'exclusivité des entrepreneurs dont les entreprises et les sociétés avaient été confisquées après la révolution. *Salam* qui, semblait-il, découvrait en même temps que ses lecteurs cette vérité, a dû admettre "qu'en déclarant son soutien au Guide de la révolution et en se ralliant au peuple, certains capitalistes traditionnels et marchands ont pu profiter après la révolution d'un statut privilégié"¹¹. De même *Salam* a admis que "certaines personnes influentes dans ces milieux se sont rassemblées pour créer des organisations telles que l'Organisation de l'économie islamique, le Conseil islamique des corporations du bazar de Téhéran, l'Organisation des services islamiques, la Chambre de commerce, d'industrie et des mines, le Comité des guildes et encore d'autres organisations, et cela dans le but d'influencer les décisions politiques et sociales vitales au pays" et que "plusieurs fois pendant le gouvernement de Moussavi et en désaccord avec ses programmes économiques ces gens ont été à l'origine de grèves et de fermetures du bazar"¹².
- 17 Il est de ce fait devenu clair que la formation de groupes ayant une base socio-culturelle héritée de l'ancien régime et pouvant influencer le Parlement et le gouvernement n'était pas le monopole des capitalistes évadés que le gouvernement l'invitait à revenir. En effet, selon *Salam*, "certains capitalistes actifs dans les domaines non productifs tels que la spéculation ou l'opération sur les devises étrangères ont accumulé des richesses colossales. Non seulement les biens de ces personnes n'ont pas été confisqués, mais étant donné qu'elles se sont rapprochées de certains chefs religieux, elles bénéficient aujourd'hui de positions très solides et protégées"¹³. Ainsi, après deux mois d'intenses débats, il est devenu évident - pour ceux qui voulaient bien se rendre à l'évidence - qu'il est impossible de distinguer les capitalistes émigrés de ceux qui étaient restés au pays et qui s'étaient fait une situation en or tant sur le plan matériel que politique. Un constat qui, paradoxalement, n'a eu aucune influence sur la politique suivie par les radicaux.

- 18 En effet, suite à ce constat "socio-politique", deux approches politiques s'ouvraient aux forces radicales majoritaires au Parlement, désireuses selon leur dire, de défendre les acquis sociaux obtenus par les plus déshérités grâce à la révolution.
- 19 La première aurait consisté à durcir le combat entamé dès le début de la révolution, cette fois contre toute entreprise privée, sans distinction entre entrepreneur émigré ou non émigré, entre le bourgeois traditionnel qui s'acquitte de ses devoirs religieux et celui qui prend pour modèle la bourgeoisie occidentale. Autrement dit d'adopter, mais cette fois-ci plus radicalement, la politique économique suivie par le gouvernement de Mir Hossein Moussavi pendant la première décennie de la révolution. La deuxième approche aurait consisté à adopter un programme d'ouverture politique englobant toutes les forces présentes dans la société, y compris ceux dont l'accès au champ politique était interdit. C'est-à-dire élaborer un programme de défense des libertés politiques et de renforcement des institutions civiles tels que les partis politiques et les syndicats. Un programme permettant d'abord aux couches et classes les plus défavorisées de mieux s'organiser pour se défendre de ce que ces mêmes forces radicales considéraient comme les attaques de la droite, et dont l'appel aux entrepreneurs émigrés pour revenir au pays était un signe avant-coureur, puis permettant de renforcer la position politique de la gauche, qui en adoptant cette politique, bénéficierait du soutien de toutes les forces démocratiques, ou tout simplement désireuses de plus d'ouverture et de tolérance dans la politique du pays.
- 20 L'acceptation de la résolution 598 du conseil de sécurité des Nations Unies avait démontré très clairement les limites du radicalisme du gouvernement Moussavi. En effet, celui-ci était obligé de mettre fin à une guerre qui était utilisée depuis des années comme une des composantes essentielles de sa politique radicale. Il était donc impossible de choisir la première approche. Par ailleurs, la majorité du troisième Parlement s'est montrée incapable de choisir la seconde possibilité. Elle a été incapable de définir une politique d'ouverture permettant de mobiliser les forces capables de défendre légalement, démocratiquement et institutionnellement les acquis sociaux de la révolution¹⁴. Dès lors, l'opposition à l'appel du gouvernement pour le retour des entrepreneurs iraniens émigrés s'est enlisée dans la formulation de doutes et d'inquiétudes : "s'ils reviennent il faudra qu'on abandonne beaucoup de nos valeurs"¹⁵; "si l'appel au retour est effectué avec un esprit américain... alors on ne fera que du tort à la révolution"¹⁶. Il y en a même qui estimaient que "le simple fait que certains membres du gouvernement ont rencontré ses entrepreneurs a eu comme résultat le relâchement des mœurs dans la société, et déjà les femmes respectent moins sérieusement le port du voile dans la rue"¹⁷.
- 21 Ainsi, la majorité du troisième Parlement, incapable de poursuivre une politique radicale répondant aux besoins de la reconstruction du pays et tout aussi inapte à proposer un nouveau programme politique susceptible de protéger les travailleurs contre les méfaits d'une politique économique libérale qui pointait à l'horizon, se contenta d'user et d'abuser du débat sur le retour des entrepreneurs émigrés, comme slogan "populiste" lors des quatrième élections législatives. Des slogans qui ne changeront pas grand chose dans le choix d'une politique économique libérale par le gouvernement, mais qui, comme nous le verrons, profiteront au mouvement qui sera le vainqueur de ses élections, car il tirera parti de l'affaiblissement du gouvernement suite aux critiques populistes des radicaux pour augmenter sa pression afin d'arracher une part plus grande du pouvoir.

- 22 Le groupe *Resalat*, que l'on peut considérer comme le porte-parole du "clergé combattant" (*Rohaniat-é Mobarez*), groupe qui sortira vainqueur des quatrièmes élections législatives, entra aussi dynamiquement que *Salam* dans le débat. Contrairement à *Salam*, le quotidien *Resalat* n'a pas négligé dans ses analyses économiques les besoins urgents du pays en capitaux nécessaires pour sa reconstruction. Dans une table ronde organisée sur ce thème, Ahmad Tavakoli, le chef du service économique de *Resalat*, a défini - chiffres à l'appui - l'étendue des besoins :
- 23 "Le niveau d'investissement, toutes branches comprises, n'a cessé de baisser ces dernières années et, durant les années 1363 (1984) à 1367 (1988), il a baissé de 770 à 234 milliards de rials. Ces chiffres signifient une baisse de la création d'emploi et de la production. Le revenu annuel du pays en devises étrangères s'élevait à 24,2 milliards de dollars durant l'année 1362 (1983), dont 16 milliards étaient dépensés pour importer des biens de consommation pour une population de 45 millions de personnes. Aujourd'hui notre population dépasse 57 millions et le revenu du pays en devises étrangères est bien plus bas. Si dans cette situation les capitaux indispensables à la reconstruction ne sont pas réunis par le biais des entrepreneurs iraniens résidant à l'étranger, où trouver ces capitaux? Que ceux qui s'opposent à cette solution nous disent quelle est la leur"¹⁸. *Resalat* insiste sur le fait "qu'il faut toujours préférer un entrepreneur iranien à un entrepreneur étranger"¹⁹. Et "qu'il n'y a pas lieu de crier à la mort de l'islam quand on essaye de créer les conditions pour que les entrepreneurs iraniens viennent mettre leur argent à la disposition du pays au lieu d'en faire bénéficier les étrangers"²⁰. *Resalat* dit "qu'il ne voit aucune raison pour qu'un entrepreneur iranien - s'il n'est pas contre-révolutionnaire - reste à l'étranger, paye ses impôts à un autre Etat et y investisse au lieu de venir au pays pour aider à faire redémarrer la production"²¹.
- 24 Il faut bien dire que les points de vue économiques défendus par le quotidien *Resalat*, autrement dit son soutien à l'économie de marché et à la libre entreprise, le placèrent dans une situation plus favorable que *Salam* pour se rallier aux propositions économiques du gouvernement. Toutefois et malgré son appui au projet en question, *Resalat* n'a pas manqué de marquer sa différence "tant sur le plan des méthodes que sur les modalités d'exécution" avec le gouvernement. Dans un article intitulé "Plus important que la reconstruction économique", le rédacteur en chef a formulé ses critiques. Il estimait que, "sur un sujet aussi sensible, il ne faudrait pas se comporter d'une manière à donner prétexte aux contre-révolutionnaires basés à l'étranger, ainsi qu'à certains journaux récemment créés au pays, pour calomnier non seulement le gouvernement mais aussi tout le système de la République islamique en semant le doute dans l'esprit des défenseurs du régime"²². *Resalat* a encore, à quelques reprises²³, reformulé de tels propos et insisté sur le fait "qu'il faut rassurer les forces de l'intérieur et leur dire que les Iraniens émigrés ne reviendront pas pour devenir les maîtres et les patrons de ceux qui, pendant toutes ces années difficiles, sont restés au pays"²⁴.
- 25 Apparemment, les explications données de temps en temps par certains ministres²⁵ mais aussi par le président de la République²⁶, n'ont pas convaincu *Resalat*. Ce journal qui, à l'époque, réagissait vivement contre tous ceux qui osaient critiquer les projets du gouvernement, n'a pu, sur le sujet de retour des Iraniens émigrés, s'empêcher de formuler lui-même des critiques de plus en plus dures. Critiques qui ont d'abord concerné la forme. Selon *Resalat*, "le fait que le gouvernement n'éclaire pas l'opinion publique sur le bien-fondé du projet qu'il envisage est à l'origine d'une multitude de

malentendus et de rumeurs concernant le retour des émigrés et permet à certains groupes de profiter de la situation"²⁷. Mais, à y regarder de plus près, ce que demandait *Resalat* était en fait que "l'Etat trouve une astuce pour que le retour des émigrés ne s'accompagne pas d'un retour de la culture profane"²⁸. C'est-à-dire, dans le fond, ce que disait *Salam*.

- 26 A vrai dire, le projet du gouvernement était, sinon ingénieux, en tout cas clairvoyant. La première manifestation de sa lucidité résidait dans le fait qu'il cherchait à faire une place à "tous les Iraniens... où qu'ils se trouvent"²⁹ dans la tâche de reconstruction. Lucidité qui doit être comprise en relation avec la politique d'exclusion révolutionnaire, qui a vidé le pays d'une grande partie de ses spécialistes et capitaux. La seconde réside dans l'égalité de jugement que le gouvernement désirait établir à l'égard de ceux qui avaient servi le pays lors de la révolution et pendant la guerre, et de ceux qui voulaient le servir dorénavant. De même, le projet du gouvernement pouvait être qualifié d'ingénieux parce qu'il faisait appel "même à ceux qui... ne poursuivent que des buts matériels" à venir au pays et "d'y gagner leur argent tout en en faisant bénéficier leurs compatriotes"³⁰. Vices privés et vertus publiques n'étaient plus considérés comme contradictoires. Enfin, sa plus grande particularité résidait dans le fait que, pour la première fois depuis la révolution, le gouvernement de la République islamique confronté à de graves problèmes, n'est pas allé rechercher une solution dans le durcissement de ses positions, mais dans une vision de tolérance et modération. Il a même parlé à deux reprises d'"amnistie générale"³¹. La révolution était bien entamée, même si personne ne savait au juste, ce qui la remplacerait.
- 27 Le gouvernement, qui s'était pleinement engagé dans cette affaire, avait rencontré deux obstacles. Le premier a été élevé par des personnes qui semblaient ne rien connaître ni des besoins urgents du pays en capitaux et en savoir-faire, ni des raisons de leur isolement politique après avoir exercé durant presque une décennie la direction des affaires du pays. L'opposition de ce groupe au projet de gouvernement s'est résumée à la répétition des slogans populistes, qui finalement, on l'a vu, ont été mis à profit par le groupe rival pour exiger une part plus grande du pouvoir dans le nouveau gouvernement. Le deuxième obstacle a été érigé par le groupe qui, bien que conscient des besoins du pays, ne pouvait ou ne voulait donner une formulation juridiquement acceptable du problème et de sa solution. Intéressé avant tout à se faire une place privilégiée dans la politique du pays après la mort de l'imam Khomeyni, ce second groupe a soutenu le projet du gouvernement seulement dans la mesure où celui-ci ouvrait la voie à l'économie du marché, tout en s'y opposant pour ne pas perdre le soutien d'une partie de la population qui, à cause de la propagande des radicaux, pouvait croire que le projet aboutirait à la perte des privilèges qu'elle avait obtenus par la révolution. Ce groupe, en fait, ne se souciait pas de la réussite de ce projet, qui, sans un cadre légal bien défini, était condamné à l'échec. Devant ces deux obstacles, le gouvernement privé d'un groupe politique qui lui était attaché directement, ne pouvait que battre en retraite et abandonner.
- 28 Evidemment il y avait des gens - et *Resalat* a bien souligné l'affaire - comme cet ancien producteur d'appareils téléphoniques de Téhéran, qui bien que ses avoirs aient été confisqués et qu'il ait lui-même figuré sur la liste noire du gouvernement, "a remercié les officiels d'avoir organisé une réunion à New York" et a déclaré que celle-ci l'avait "convaincu de retourner en Iran pour participer à la reconstruction sans exiger quoi que ce soit et sans essayer de se faire dédommager"³². Mais à vrai dire, de telles

personnes étaient bien rares. En règle générale, un petit nombre de personnes ont pu, par la bonne volonté d'un ambassadeur ou en faisant jouer des relations privées, plutôt que par l'appui et l'assurance écrite du gouvernement, obtenir des passeports pour rentrer au pays. Les opposants aux projets du gouvernement n'ont pas de leur côté cherché noise aux personnes revenues, malgré les menaces plus ou moins graves qu'ils avaient brandies contre les capitalistes "sangsues" qui revenaient pour faire dévier la révolution. Mais il n'y a certainement pas eu de déplacements importants de capitaux et, en fin de compte, le projet du gouvernement, s'il n'a pas été sans résultat, tout au moins est resté inachevé. Comme plusieurs autres projets qui, selon un mécanisme assez semblable à ce qui vient d'être décrit, n'ont pas été poursuivis avec tout le dynamisme nécessaire : projet de privatisation de l'industrie, unification des taux de change, développement des libertés politiques. La fin de la guerre, le décès de l'imam Khomeyni et la nécessité de la reconstruction ont favorisé l'émergence de débats et opinions diverses concernant les questions socio-politiques les plus importantes du moment. Mais, faute de pouvoir intégrer cette nouvelle donne, il ne restait aux différentes factions présentes sur la scène politique qu'à se livrer à des débats sourds et sans fin.

- 29 L'ouverture politique, dont la définition passe par la formulation d'un cadre juridico-légal, semble aujourd'hui être la condition *sine qua non* de la fin, et de l'apartheid idéologique qui règne sur le champ politique, et de l'indécision, voire le désordre qui pèse sur le bon déroulement des projets de la reconstruction.

NOTES

1. Le journal *Salam*, qui plus tard a suivi l'affaire de très près en y consacrant plus de 40 articles en 3 mois, a bien dû aussi se contenter de ces deux sources durant les dix premiers jours. Voir *Salam* "Le Reportage de Radio Londres sur les commentaires de M. Adeli à propos des hommes d'affaires iraniens résidant à l'étranger", lundi 16/2/1370-1991 (calendrier iranien) et "Le reportage de la BBC à propos de la réunion des hommes d'affaires iraniens résidant à l'étranger avec des officiers iraniens", mercredi 23/2/1370-1991.
2. "Le reportage de la BBC à propos de la réunion...", *Salam*, mercredi 25/2/1370-1991, p. 10.
3. "A quels Iraniens devons-nous nous intéresser : à ceux qui en ont besoin ou aux autres?", *Salam*, mercredi 25/2/1370-1991.
4. *Idem*.
5. "Inviter les capitalistes émigrés à revenir au pays est contraire à la pensée de l'Imam", *Salam* jeudi 9/3/1370-1991, p. 20.
6. "La déclaration de Majma Rohayoun Mobarez à l'occasion du second anniversaire du décès de Khomeyni", publié dans *Salam*, dimanche 12/3/1370-1991.
7. *Idem*.
8. "Inviter les capitalistes, un acte symbolique ou satanique?", *Salam*, dimanche 19/3/1370-1991.

9. *Idem*.
10. "A propos de l'invitation des capitalistes évadés", (1,2), *Salam*, les numéros 13 et 15, 23/3/1370-1991 et 26/3/1370-1991.
11. "A propos de l'invitation des capitalistes évadés", (6), *Salam*, 16/4/1370-1991.
12. *Idem*.
13. "A propos de l'invitation des capitalistes évadés", (7), *Salam*, 18/4/1370-1991.
14. Morad Saghafi, "*Salam* : la chronique d'une expérience politique", *Goft-o-gu*, numéro 4, été 1373-1994, pp. 89-110.
15. "Les effets secondaires du retour des capitalistes", (discours du Dr. Abassinejad à l'Université de Téhéran), *Salam*, 13/5/1370-1991.
16. *Idem* (discours de Hojjatoleslam Alawi).
17. *Idem* (discours de Seyed Ali Afjei).
18. "Table ronde des spécialistes d'économie à propos du retour des capitalistes et spécialistes iraniens résidant à l'étranger" (propos de Ahmad Tavakoli), *Resalat*, 6/4/1370-1991, p. 5.
19. "Changement dans la politique économique?", Mohammad Kazem Anbarloi, *Resalat*, 11/3/1370-1991, p. 9.
20. *Idem*.
21. "Sans travail, on ne peut que répartir la pénurie", *Resalat*, 18/3/1370, p. 5.
22. "Plus important que la reconstruction économique", Seyyed Morteza Nabavi, *Resalat*, 26/2/1370-1991, p. 16.
23. "Le ministre de l'Economie explique les raisons de l'invitation des spécialistes iraniens résidant à l'étranger", *Resalat*, 2/3/1370-1991, p. 3.
24. Voir "Hojjatoleslam Movahedi Savoji lors d'une réunion des étudiants de l'école religieuse de Chahid Chahabadi", *Resalat*, 10/3/1370-1991.
25. Voir les explications du ministre de l'Economie et des Finances, *Resalat*, 2/3/1370-1991 et aussi "les réponses du Dr Velayati aux étudiants à Kerman", *Resalat*, 4/3/1370-1991.
26. "Interview avec le président de la République", *Resalat*, 4/3/1370-1991.
27. "Changement dans la politique économique", art. cit.
28. "Plus important que la reconstruction économique", art. cit.
29. "Questions et réponses du président avec les étudiants de l'université lors du séminaire organisé en l'honneur de Motahhari", *Resalat*, 16/2/1370-1991.
30. "Interview du président de la République avec le journal *Jomhuri Eslami*", *Resalat*, 12/3/1370-1991.
31. Le président de la République a une fois laissé entendre, et une fois annoncé officiellement que l'amnistie générale était mise à l'ordre du jour du Conseil de la sécurité nationale. Cf. "L'évaluation par le président de la République des problèmes de la région, du désarmement au Moyen-Orient et des plus importants événements intérieurs. Prière de vendre", *Resalat*, 22/4/1370-1991.
32. "Nourbakhch explique la politique économique de la République islamique aux entrepreneurs, banquiers, commerçants et économistes iraniens", *Resalat*, 14/2/1370, p. 15.